

## **Allocution de RESF43 lors de la Manifestation du 17 février 2021 en soutien à MADAMA - Le puy-en-Velay**

Nous sommes là aujourd'hui pour MADAMA, et au delà de Madama, pour tous ceux de France qui sont dans une situation similaire.

De toutes les régions de France remontent des colères citoyennes devant l'iniquité des décisions administratives;

De nombreux patrons solidaires, à l'instar du boulanger de Besançon, affichent leur incompréhension, sur un site créé pour recenser leurs doléances.

Les organisations nationales par dizaines exigent de l'état dans un communiqué nommé « jeunes majeurs étrangers, sortir de l'impasse » un changement de politique migratoire, une humanisation des pratiques.

Dès aujourd'hui, il est possible de prendre des mesures pour réduire l'arbitraire des préfetures, par exemple :

- il faut faire cesser la suspicion généralisée qui pèse sur de nombreux jeunes dont les actes d'état-civil sont régulièrement contestés, alors que leur identité a été confirmée par un juge ou par les services consulaires de leurs pays ;
- il faut cesser d'exiger des documents impossibles à présenter pour obtenir un titre de séjour (comme des passeports guinéens, par exemple), à plus forte raison lorsque la réglementation prévoit que leur présentation n'est pas obligatoire ;
- il faut que ces jeunes puissent avoir accès à des formations ou contrats d'apprentissage, en fonction de leurs niveaux de compétences, qu'ils puissent poursuivre les parcours engagés, et plus largement poursuivre la vie qu'ils ont entamée en obtenant aisément un titre de séjour protecteur et stable ;

La colère prend de l'ampleur et cela ne cessera pas. Nous réclamons justice pour Madama, pour remettre debout ces jeunes dont on brise actuellement le destin par des décisions arbitraires. A ces jeunes mineurs, adultes en devenir, qui ont été formés ici, accueillis, intégrés dans une vie familiale, sociale, dans un milieu scolaire, et dans la voie professionnelle, l'administration propose comme seule solution un retour au pays.

Du point de vue économique, quelle absurdité de jeter après plusieurs années d'investissement, le fruit du labeur effectué des années durant, quel mépris pour les artisans qui se sont engagés dans l'accueil d'apprentis

Quel gâchis financier, quand on pense que ces jeunes répondent à un besoin de main d'oeuvre !

Du point de vue affectif, c'est d'une violence sans nom, que sans doute aucun personnel de la préfecture ne mesure à sa juste dimension.

Madama et tous ces jeunes ont pour la plupart vécu des horreurs, côtoyé des dangers terribles, ils ont accompli le parcours de l'enfer. Ils méritent notre respect, ils forcent l'admiration.

Qui sont ces jeunes qui viennent tenter leur chance en Europe ? Ils viennent de pays déstructurés par la guerre, par la misère, et de cela nous connaissons les causes : l'occident est intervenu, et intervient, en Afrique, pille des ressources, met en place les ajustements structurels, tout en étant aux bons soins avec les dirigeants corrompus afin de préserver les intérêts financiers,

Dans le même temps, on nie les capacités des pays africains à gérer leur état civil, Quelle suffisance !

La France est-elle digne lorsqu'elle sous-traite le maintien des migrants dans des pays dictatures, comme la Libye ou la Turquie, qui enferment, torturent, esclavagisent ces proies faciles ? Par ailleurs bien sûr, pour garder la face, la France exprime -mais pas trop fort- ses remontrances envers ces pays qui ne respectent aucunement les droits de l'homme ; tout en leur vendant des armes.

La forteresse Europe laisse mourir les migrants en mer sans scrupule, ou même dans les montagnes frontalières enneigées, en distribuant à l'agence Frontex des sommes qui trouveraient

un bien meilleur usage pour accueillir les migrants. Dépenser pour réprimer, rejeter, exclure, est-ce le bon choix ??

Quel qualificatif trouver à cela ? C'est ignoble, nous sommes très nombreux à avoir honte de cette France là.

Il faut cesser de fermer les yeux sur les dégâts collatéraux du néocolonialisme, nous sommes responsables d'une part de la création de la misère en Afrique.

Abordons ici un autre point ; la mise en danger de notre Etat de droit  
Nombreux nous sommes à nous opposer à la casse des services publics, à lutter pour maintenir pour tous et toutes un vrai système de protection sociale, pour faire vivre au quotidien les solidarités. On assiste à la destruction des droits sociaux, les plus précaires en font les frais.

Plus grave encore que la destruction des droits sociaux, c'est l'Etat de droit lui-même qui est en danger, au regard de la situation faite aux plus faibles d'entre nous : les personnes « sans papiers »

D'entre nous, oui, je le dis avec conviction, parce qu'ils sont des nôtres, qu'on le veuille ou non, ces jeunes et ces familles migrantes

Quel gâchis humain !

- ces jeunes mineurs non accompagnés, dont un grand nombre a été pris en charge par des bénévoles du réseau à défaut de la protection des services de l'ASE, qui ont été hébergés, scolarisés, qui accèdent à un apprentissage ;
- ces familles au désespoir, en attente de travail, pour sortir du système d'assistantat auquel l'administration les contraint, et qui sont là parmi nous, avec leurs enfants sur les bancs des écoles avec les nôtres, depuis 5, 6 7 8 9 et même 10 ans !

Ne s'agit il pas là d'une complète incohérence de l'administration, d'une maltraitance institutionnelle, par l'application au plus strict des textes de lois.

Dans d'autres départements, des procédures de régularisation ont été mises en place, particulièrement à travers la circulaire Valls toujours en vigueur. Pourquoi la préfecture du 43 joue-t-elle ce jeu de la plus sévère, la plus inflexible application ? Y a-t-il une gloire à en tirer ? Au dépend de l'humain, des valeurs de solidarité qui devraient habiter chaque citoyen .

Se cacher derrière la loi et rien que la loi, et ainsi s'extraire de toute humanité, n'est pas une attitude digne et devient, une faute, car la charte Marianne prône la bienveillance des fonctionnaires de l'administration envers les usagers.

Il n'est pas trop tard pour qu'enfin les démocrates de ce pays prennent la mesure du caractère inhumain et xénophobe des politiques migratoires actuellement mises en œuvre. En cautionner l'inhumanité pour flatter une partie de la population xénophobe est hautement méprisable, et irresponsable,

Il n'est pas trop tard pour prendre conscience qu'on peut mesurer le degré de démocratie d'un pays au sort qui est fait aux plus faibles, les sans papiers !

Quand allons nous arrêter ce cercle infernal?

Pour conclure, nous rappelons au gouvernement que la France est signataire de la déclaration universelle des droits de l'homme, de la convention de Genève, de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant